



Brève chronologie des événements relatifs à la situation en Haïti (15 octobre - 15 décembre 2005)

Au plan national :

- Lors d'une conférence de presse tenue le **18 octobre**, le Ministre de l'Environnement, Yves André Wainright a annoncé qu'un décret sur la gestion de l'environnement en Haïti avait été adopté le 12 octobre par le Conseil des ministres. Le décret établit 11 principes de base pour la gestion du milieu naturel.
- Le premier ministre intérimaire, Gérard Latortue, le président du *Conseil électoral provisoire* (CEP), Max Mathurin et le directeur de la *Police nationale haïtienne* (PNH), Mario Andrésol ont participé à une rencontre aux *Nations Unies* à New York pour évaluer le processus électoral en Haïti. Cette rencontre était une initiative des pays « dits amis d'Haïti » appuyant le gouvernement de transition.
- Vendredi le **21 octobre**, des milliers de partisans ont manifesté en faveur de René Préval, candidat à un second mandat sous la bannière de la *Plate forme Lespwa*. On se souviendra que René Préval avait été président d'Haïti de 1996 à 2001. Il était reconnu comme le « frère marasa » (frère jumeau) d'Aristide; il continue de faire l'objet de critiques sévères sur sa gestion politique alors qu'il était président.
- Le bilan du passage de la tempête *Alpha* (la 22^e de la saison cyclonique) en Haïti le **23 octobre** s'élèverait à 13 morts, 5 disparus, 17 blessés et plus de 600 familles sinistrées à travers le pays. La ville de Jacmel a été coupée en deux et plusieurs rivières ont été en crue. Des plantations ont été ravagées et des têtes de bétail emportées.
- Dans son message de clôture de la 11^e assemblée annuelle tenue du **24 au 27 octobre**, la *Caritas* a invité le peuple haïtien à s'impliquer davantage dans la vie politique du pays, à se montrer responsable et à se mobiliser contre la corruption. L'organisation humanitaire catholique *Caritas* est présente en Haïti depuis maintenant trente (30) ans.
- Le **28 octobre**, l'*Unité centrale de renseignement financier* (UCREF) a remis son deuxième rapport aux autorités judiciaires sur la gabegie administrative qui a marqué le gouvernement d'Aristide. Ce gouvernement aurait détourné 127 millions de dollars des caisses de l'État entre 2001 et 2004 et aurait trempé dans des affaires de blanchiment d'argent, de trafic de stupéfiants et de corruption.

Parmi les personnes accusées d'implication dans les cas de détournement de fonds publics, le document cite plusieurs noms dont l'ancien président Aristide, l'ex-premier ministre Neptune, les ex-ministres Faubert, Privert, etc. Des parlementaires contestés lavalas, des haut gradés de la *Police nationale*, des membres du cabinet particulier d'Aristide, des responsables de la sécurité du Palais national, des bénéficiaires douteux ont tous été accusés d'avoir participé ou contribué à cette vaste gabegie administrative.

- À l'occasion de la *Journée internationale des prisonniers* le **30 octobre**, le *Réseau National de Défense des Droits Humains* (RNDDH) a publié son rapport sur la situation des prisonniers et de leurs lieux de détention. Ce rapport est disponible sur le site du Réseau : www.rnddh.org/article.php3?id_article=243
- Le **2 novembre**, le gouvernement haïtien a porté plainte, devant un tribunal fédéral de Miami, contre l'ancien président Aristide pour « détournement de plusieurs dizaines de millions de dollars » de fonds publics et pour « avoir encouragé, protégé, participé et profité d'un trafic de drogue illégal en Haïti et passant par Haïti ». Selon l'accusation, une partie des fonds détournés aurait été transférée aux États-Unis. La plainte vise également l'ancien ministre des finances Faubert Gustave et sept autres proches de l'ex-président.

Selon trois (3) rapports rédigés à la demande du gouvernement provisoire, les sommes détournées du Trésor public ou de la Téléco, la compagnie nationale de téléphone, étaient versés sur les comptes de sociétés fictives.

- Quelques milliers (entre 10 000 et 20 000 selon les sources) partisans lavalas provenant entre autres des quartiers populaires de Cité Soleil, Bel Air, Carrefour-Feuilles et Martissant ont manifesté le **3 novembre** dans la capitale haïtienne pour soutenir l'ancien président Préval, candidat déclaré aux prochaines élections. À cette occasion, les manifestants ont aussi réclamé le retour d'Aristide réfugié en Afrique du Sud.

Le même jour, plus de 45 policiers détenteurs d'un passeport étranger ont été limogés.

- Le **3 novembre**, les membres du *Comité d'appui* au CEP ont adopté une résolution selon laquelle il a été unanimement décidé de mettre fin aux interventions du Comité. L'Exécutif, le Conseil des sages et le CEP en ont été

informés le lendemain. Cette démission en bloc se fonde entre autres sur le manque d'appui de la part des autorités politiques. Cette unité de soutien électoral avait été constituée le 13 octobre dernier.

Le Comité d'appui était constitué des chefs de cabinet du président de la République et du Premier ministre, de deux membres du CEP et de deux représentants du *Conseil des Sages*. Il était dirigé par Danielle Magloire.

- Le **13 novembre**, plusieurs centaines de personnes ont assisté à l'Arcahaie à la proclamation du *nouveau contrat social*, fruit de deux ans et demi de consultations engagées par le *groupe des 184* avec différents secteurs de la société haïtienne. Ce *nouveau contrat social*, document de 12 pages, vise un changement dans les rapports sociaux et une redéfinition de l'État haïtien. Il est traversé par trois idées - forces : citoyenneté, cohésion sociale et inclusion.
- Selon une dépêche d'une agence d'informations des Bahamas en date du **16 novembre**, environ 130 boat people haïtiens interceptés aux Bahamas sont sur le point d'être rapatriés en Haïti.
- Le **16 novembre**, 27 partis politiques ont présenté à la presse le document qu'ils avaient paraphé consacrant leur regroupement par la création du « Conseil national des partis politiques ».
- Dans une note de presse en date du **20 novembre**, la *Commission épiscopale nationale Justice et Paix* se dit préoccupée par la marche du processus électoral. Cette note accompagnait la publication du nouveau rapport sur la violence dans la zone métropolitaine durant les mois de septembre et octobre 2005. La note de presse accompagnant ce rapport est publiée en **annexe**.
- Le **25 novembre**, le président du CEP, Max Mathurin a annoncé à la presse les dates retenues pour le prochain scrutin : le 8 janvier pour le premier tour des élections présidentielles et législatives, le

15 février pour le second tour et le 5 mars pour les élections municipales et locales. Il s'agit du 5^e calendrier électoral! Il a été confirmé par arrêté présidentiel le **28 novembre**. Cet arrêté prévoit l'investiture du président élu le **24 février**.

- Pour marquer la *Journée internationale contre la violence faite aux femmes*, le **25 novembre**, des organisations de femmes ont organisé un sit-in devant le ministère haïtien de la Justice pour faire connaître leurs revendications.
- Le **28 novembre**, neuf (9) partis et groupements politiques ont signé à Port-au-Prince un accord en prévision des prochaines élections. Le document paraphé s'intitule « *Entente politique pour la démocratie et la modernité* ».
- Dans un avis en date du **30 novembre**, le *Conseil des sages* recommande des réformes en profondeur dans l'organisation administrative du territoire. Selon ce Conseil, il convient de créer une nouvelle entité « la région » qui, en plus d'être un outil administratif, sera une structure politique offrant un cadre à la participation citoyenne aux prises de décisions.

Le *Conseil des sages* propose la création de trois (3) régions : le Nord avec pour métropole le Cap, le Centre avec Hinche et le Sud avec Les Cayes.

- Une centaine d'associations haïtiennes de divers secteurs, dont des ONGs et des Fondations, viennent de mettre sur pied un *Conseil national des Acteurs Non Étatiques* (ANE), en tant qu'interlocuteur de l'État et des bailleurs de fonds, en particulier *l'Union Européenne*.

Ce conseil a été constitué lors d'une assemblée qui s'est tenue les **30 novembre et 1^{er} décembre** à Pétion-Ville. Il est constitué de 17 délégués des secteurs sociaux, socio-professionnels, institutionnels et régionaux.

- À l'occasion de son assemblée plénière tenue la première fin de semaine de décembre, la *Conférence épiscopale*

haïtienne (CEH) a conseillé les électeurs haïtiens à faire des choix éclairés lors des prochaines élections dans le pays.

- Selon un bilan fourni par la *Police nationale haïtienne* (PNH), quarante personnes ont été enlevées dans différents quartiers de Port-au-Prince au cours de la période du **20 novembre au 5 décembre**. Parmi les 40 personnes enlevées figuraient 13 écoliers qui circulaient à bord d'un bus scolaire et un journaliste.
- La *Commission citoyenne pour l'application de la justice* a émis, le **5 décembre**, un communiqué intitulé « *Sans justice la république n'existe pas* ». Ce communiqué est reproduit en **annexe**.
- L'organisation féministe *Enfo Fanm* a organisé du **8 au 10 décembre** un colloque sur la citoyenneté des femmes en Haïti. Ce colloque de trois jours a réuni des femmes d'Haïti, de la République dominicaine, de Porto Rico, de la Barbade, de la Grenade, de la Martinique, du Nicaragua, de l'Uruguay, de la Colombie, du Canada et des États-Unis. Le document final du colloque servira de cadre de référence aux femmes haïtiennes dans le cadre de la défense de leur citoyenneté.
- Le **9 décembre**, le gouvernement haïtien a révoqué cinq des dix juges de la *Cour de cassation*. Cette mesure est tombée au lendemain d'un arrêt rendu par cette Cour en faveur d'un candidat, Dumarsais Siméus, un riche homme d'affaires haïtiano-américain écarté de la présidentielle haïtienne en raison de sa nationalité américaine.

Le **12 décembre**, des magistrats ont entamé une grève dans les tribunaux haïtiens pour protester contre la décision gouvernementale.

Après des tentatives infructueuses, les cinq nouveaux juges contestés ont été assermentés le 15 décembre au Palais national.

- Dans un texte publié le **10 décembre**, la *Plate-Forme des Organisations haïtiennes des droits humains* (POHDH), a révélé « qu'entre septembre 2004 et avril 2005, plus de 2 000 personnes ont trouvé la mort dans des circonstances non encore élucidées par la justice ». De plus les prisons d'Haïti regorgent d'hommes, de femmes et de mineurs qui attendent leur sort depuis plusieurs mois.
- Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, le **12 décembre**, contre une visite à Port-au-Prince du président de la République dominicaine, Leonel Fernandez. Il s'agissait d'une visite officielle à l'invitation du gouvernement intérimaire haïtien. À cette occasion, elles ont dénoncé les mauvais traitements dont sont l'objet les ressortissants haïtiens en territoire dominicain, principalement depuis mai 2005. Des pneus ont été enflammés et des barricades érigées dans plusieurs quartiers de la capitale. Le président dominicain a dû écourter son déplacement officiel et ne s'est pas rendu à l'ambassade de son pays où il devait rencontrer des candidats à l'élection présidentielle du 8 janvier.
- Après des mois de négociations, un contrat de travail a été signé le **13 décembre** entre la direction de la zone franche Codevi (Grupo M) de Ouanaminthe et les travailleuses et travailleurs du syndicat SOCOWA, affilié à l'intersyndicale *Premier Mai - Batay Ouvriye*. Un communiqué en date du **14 décembre** de l'organisation *Batay Ouvriye* confirmait la nouvelle.
- Selon un rapport diffusé le **15 décembre** par la *Commission Économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes* (CEPAL), l'économie haïtienne a connu une croissance de 1,5% en 2005. Mais ceci est en dessous des prévisions. Parmi les facteurs qui expliqueraient une telle situation, le rapport cite le faible rythme de décaissement des fonds de la coopération externe et l'impact négatif des hausses du prix du pétrole.

Selon le document, Haïti a jusqu'à présent reçu 567 millions de dollars du milliard promis par la communauté internationale en juillet 2004.

Le lendemain, le gouvernement de transition a déploré et condamné les actes de violence survenus lors de la visite officielle du président dominicain Fernandez.

Au plan international :

- Le **17 octobre**, 25 policiers canadiens à la retraite ou en congé autorisé de leurs corps de police sont partis pour Haïti en vue de rejoindre la MINUSTAH pendant la période électorale. Ils appuieront le travail de la centaine de policiers et militaires canadiens déjà sur place. Il est prévu qu'ils demeurent en Haïti jusqu'à la fin de février 2006.
- Sur recommandation de la *Commission européenne*, l'Union européenne (UE) a débloqué, le **17 octobre**, une aide de quelques 72 millions d'euros à Haïti. Cette aide, suspendue à la suite des élections controversées de l'an 2000, vise à soutenir les efforts de démocratisation et de bonne gouvernance et la tenue des prochaines élections haïtiennes. Il semble que le pays pourra en bénéficier à la condition que le nouveau gouvernement haïtien prête serment le 7 février prochain!
- Le **17 octobre**, avaient lieu les élections au conseil d'administration du *Conseil*

économique et social de l'ONU (ECOSOF). L'Assemblée générale a élu Haïti parmi les 18 pays membres de l'ECOSOF, pour une durée de trois ans. Le mandat d'Haïti au sein de l'ECOSOF débutera en janvier prochain.

- Lors d'une réunion spéciale du *Conseil de sécurité* sur Haïti tenue le **18 octobre**, le président tournant de ce *Conseil*, le roumain Gheorghe Dumitru a exprimé l'inquiétude des membres devant les retards enregistrés dans la préparation des élections en Haïti et a souligné l'importance primordiale d'organiser un premier tour des élections nationales en 2005. Il a vivement conseillé aux autorités haïtiennes d'entreprendre une série de mesures pour atteindre cet objectif. Il a également exhorté les autorités haïtiennes de publier la liste finale des candidats aux élections et de mettre en place avec la MINUSTAH une liste des centres de vote.
- L'organisation non gouvernementale allemande *Transparency International* a publié, le **18 octobre**, son rapport annuel sur l'indice de perception de la corruption au niveau de 158 pays. Selon ce rapport, la corruption est toujours présente dans 70 pays. Haïti est classé 155^e cette année et conserve sa place parmi les cinq pays les plus corrompus de la planète. En 2004, Haïti était classée en 153^e position.

Le 15 septembre 2005, les *Nations Unies* avaient ratifié la *Convention contre la corruption*. L'entrée en vigueur de cette Convention est prévue pour le 14 décembre 2005.

- Le **19 octobre**, le *Fonds monétaire international*(FMI) a approuvé le déblocage d'une aide de 14,7 millions de \$US à Haïti. Cette aide s'ajoute aux 15,6 millions débloqués en janvier dernier. Il s'agit d'un « programme d'urgence post-conflit pour Haïti » devant aider à « renforcer ses institutions, promouvoir la reprise économique, améliorer les services publics essentiels et restaurer la sécurité » selon le communiqué du FMI.

- Le **20 octobre**, le secrétaire général de l'OÉA a produit son premier rapport trimestriel sur la situation en Haïti. Ce rapport est disponible sur le site de l'organisation à l'adresse électronique suivante :

www.oas.org/main/main.asp?sLang=E&sLink=http://www.oas.org/OASpage/eng/latestnews/latestnews.asp

- Après Washington, Cayenne et Montréal, une 4^e rencontre des bailleurs de fonds pour Haïti s'est tenue à Bruxelles les **20 et 21 octobre**. À l'ordre du jour de cette *Conférence internationale sur Haïti*, organisée par l'UE, l'examen de la question de la sécurité en Haïti, celle des élections et le suivi de la situation économique dont le point sur l'état d'avancement du *Cadre de coopération intérimaire* (CCI). La délégation haïtienne à cette rencontre était conduite par le premier ministre intérimaire Gérard Latortue.

Cette conférence s'est achevée sur un bilan mitigé du financement du CCI dont le financement s'élève à peine à 50% du milliard promis à la Conférence de Washington (juillet 2004). Concrètement, la communauté internationale a décaissé près de 600 millions de \$US sur le milliard promis en appui à Haïti. Les donateurs pour Haïti ont envisagé d'étendre jusqu'à la fin de 2007 le CCI initialement prévu de 2004 à 2006.

Au début de décembre, il a été confirmé que le CCI a été prolongé jusqu'au mois de décembre 2007.

Avant de se rendre à la *Conférence* de Bruxelles, le Premier ministre haïtien a été reçu le **20 octobre** à Matignon par son homologue français Dominique de Villepin. À l'issue de son déjeuner avec le Premier ministre français, Gérard Latortue a demandé entre autres une « assistance particulière de policiers créolophones pendant la période électorale ».

- Lors de son passage au Canada, la secrétaire d'État américaine, Condoleeza Rice, s'est déclarée satisfaite de la

contribution canadienne au processus démocratique en Haïti. Dans une entrevue donnée le **27 octobre** sur la chaîne CBC, elle a mis en évidence « le bon fonctionnement des relations canado-américaines sur des dossiers importants tels l'Afghanistan, l'Irak et Haïti ». Condoleeza Rice a rappelé que « les États-Unis et le Canada ont un partenariat solide en Haïti ». (De quoi inquiéter, n'est-ce pas!!!) Elle a estimé que « par sa présence dans l'équipe de l'ONU sur place en Haïti, le Canada joue un rôle important sur la scène internationale ».

- Le **30 octobre**, le Président vénézuélien, Hugo Chavez s'est prononcé en faveur de l'intégration d'Haïti au programme « Petro-Caribe ». Intervenant dans le cadre de son émission radiotélévisée hebdomadaire « Alo Presidente », Chavez a affirmé qu'Haïti deviendra prochainement membre à part entière de Petro-Caribe, une compagnie pétrolière visant à garantir le ravitaillement des nations de la Caraïbe.

Petro-Caribe, une initiative du Vénézuéla, a été créée en juin 2005 par 13 pays de la Caraïbe dont l'objectif est d'éviter une dégradation des économies de cette région affectées par les hausses des prix du pétrole sur le marché international.

- Selon une dépêche *d'Angola Press* du **2 novembre**, six (6) pays africains se prépareraient à envoyer des troupes pour renforcer la MINUSTAH. Il s'agit du Burkina Faso, du Cameroun, de Madagascar, du Mali, de Maurice et du Sénégal, ont précisé des sources proches de *l'Organisation internationale de la Francophonie* (OIF).
- Du **3 au 5 novembre**, une délégation de la *Commission interaméricaine des droits de l'homme* (CIDH) et du bureau de l'UNICEF pour l'Amérique latine et la Caraïbe a visité Haïti afin d'observer la situation des droits des enfants dans le pays. Ils ont constaté que « des enfants sont enrôlés de force dans des bandes armées, enlevés, torturés, agressés physiquement et sexuellement,

abandonnés ou traités comme des objets ». Ils ont dénoncé « qu'environ 30 000 enfants haïtiens sont illégalement transférés annuellement en République dominicaine où ils sont contraints de se prostituer ou sont traités comme des esclaves ».

- Les **4 et 5 novembre**, s'est tenu à Mar del Plata en Argentine, le IVe *Sommet des Amériques*. Le président provisoire d'Haïti, Boniface Alexandre y participait. Sous l'impulsion de l'OÉA, une déclaration spéciale sur Haïti a été faite à la fin de ce Sommet.

Le IVe Sommet a apporté un soutien sans équivoque à l'organisation des élections en Haïti et au respect de la date constitutionnelle du 7 février pour le transfert du pouvoir à un Président élu. Les pays se sont engagés à continuer à soutenir le gouvernement intérimaire et les actions de l'OÉA et de la MINUSTAH. Un appel particulier a été lancé aux bailleurs de fonds en vue de débloquer la totalité de l'aide financière de plus d'un milliard de \$ promise à Haïti depuis la conférence de Washington en juillet 2004.

Par ailleurs, des organisations de la société civile (ICKL, PAPDA) ont dénoncé, au *Sommet des Peuples*, parallèle au *Sommet des Amériques*, la situation d'Haïti, à la veille d'élections sous « occupation militaire » étrangère.

- Dans un communiqué de presse émis le **8 novembre**, la *Fédération internationale des droits de l'homme* (FIDH), le *Comité de défense des droits du peuple* (CODEPU) et le *Réseau national de défense des droits humains* (RNDDH) ont demandé la suspension immédiate du général chilien Eduardo Aldunate de son poste de commandant adjoint de la composante militaire de la MINUSTAH. Ce général a fait partie de la *Direction nationale d'intelligence* (DINA), la police politique du régime de Pinochet (1973-1990), à l'origine de 3 000 exécutions extrajudiciaires, 1 200 disparitions et 30 000 cas de prisonniers politiques torturés. Une ouverture d'enquête sur le passé du général Aldunate a été

annoncée par le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Marie Guéhenno (voir communiqué de presse en **annexe**).

- Le même jour, la FIDH a publié un rapport d'enquête intitulé : « *Quels lendemains pour une transition manquée?* ». Ce rapport fait le point sur les deux (2) années du gouvernement de transition et sur la présence de la MINUSTAH, notamment en matière de respect des droits de l'homme (voir communiqué de presse en **annexe**). Le rapport intégral de la FIDH est disponible à l'adresse électronique suivante : www.fidh.org/article.php3?id_article=2822
- Dans le cadre d'une coopération au service du développement durable et de la solidarité régionale, la Dominique, Haïti et Sainte-Lucie ont défini un ensemble d'actions caribéennes en énergie et en environnement pour les 4 années à venir. Ces pistes d'actions ont été élaborées au cours de 2 journées d'échanges tenues les **8** et **9 novembre** à Roseau.
- Selon une annonce faite le **10 novembre** par le représentant résident sortant de la *Banque mondiale* en Haïti, Auguste Kouame, « la *Banque mondiale* a décidé de transformer en dons les $\frac{3}{4}$ des 150 millions \$US promis à Haïti lors de la réunion des bailleurs de fonds à Washington en juillet 2004 ». « Haïti n'empruntera plus de la Banque mondiale. Elle recevra de l'argent pour financer des projets de développement a-t-il déclaré à cette occasion. La Banque compte décaisser la totalité de son enveloppe d'ici juillet 2006... Mathurin Gbetibouo du Burundi remplacera Auguste Kouame à partir de janvier 2006.
- Trois (3) membres du comité international d'évaluation de la situation en Haïti, l'ancienne ministre canadienne des Affaires étrangères, Barbara McDougall et deux anciens parlementaires américains, le

républicain Bill Graham et le démocrate Benjamin Gillman ont effectué une visite de 48 heures en Haïti. À l'issue de cette visite le **12 novembre**, ils ont déclaré que « beaucoup restait à faire pour tenir des élections en décembre. Si le premier tour devait se tenir le 18 décembre, il faudrait accélérer les activités telles la distribution des cartes électorales et la mise en place des bureaux de vote ».

- Le **14 novembre**, l'*Agence canadienne pour le développement international* (ACDI) a signé un protocole d'entente avec le *Programme des Nations Unies pour le développement* (PNUD) pour un montant de 2,75 millions \$CAN. Ce montant représente une aide additionnelle du gouvernement canadien à Haïti pour appuyer le processus électoral. Ces fonds seront destinés à rémunérer les agents affectés à la sécurité électorale.
- Selon *Radio Métropole* (**14 novembre**), un parti politique sud-africain, l'*Alliance démocratique*, réclame du gouvernement de Tabo Mbéki des explications sur les conditions d'accueil de l'ex-président Aristide sur le sol sud-africain.

Le porte-parole des Affaires étrangères de ce parti politique, Douglas Gibson, a affirmé, qu'à la lumière des nouvelles plaintes contre Aristide, il est inacceptable que les contribuables sud-africains continuent à payer 29 000 \$US par mois pour son séjour en Afrique du Sud.

- Le **16 novembre**, le *Réseau binational Jeannot Succès* (RBJS) a lancé simultanément en Haïti et en République dominicaine une campagne sur la Traite et le Trafic des personnes. Cette campagne ayant pour thème : « Vivez dans la légalité, un passeur n'est pas un sauveur » vise à sensibiliser les migrantEs d'Haïti, les potentiels migrants et les usagers de la frontière haïtiano-dominicaine sur les risques encourus lors des voyages illégaux en République dominicaine.

Jeannot Succès est le nom d'un migrant haïtien torturé à mort par des soldats dominicains.

- À la **mi-novembre**, des organisations américaines telles *National Lawyers Guild*, *Global Exchange* et *Institute for Justice and Democracy* et des congressmen comme Maxime Waters et Barbara Lee, membres du *Black Caucus*, tous proches de l'ex-président Aristide, ont accusé les forces militaires de la MINUSTAH de violations de droits humains. Ils ont déposé une plainte par devant la CIDH de l'OÉA contre le Brésil qui a le commandement militaire de la MINUSTAH.

- Le **21 novembre**, un tribunal de Miami a condamné l'ancien chef de la sécurité de l'ex-président Aristide, Oriel Jean, à trois (3) ans de prison pour trafic de la drogue. Il a aidé des trafiquants colombiens à introduire aux États-Unis des tonnes de cocaïne. Le condamné a reconnu avoir reçu entre 200 et 400 000 mille \$US des trafiquants de drogue entre 2001 et 2003, période à laquelle il était le chef de sécurité d'Aristide.

- Le **22 novembre**, le commandement de la Marine de guerre dominicaine a procédé à l'arrestation de 24 pêcheurs haïtiens. Ils ont été capturés à Cayo de los Siete Hermanos au nord-ouest de la République dominicaine. Ils sont accusés d'avoir voulu entrer illégalement dans ce pays. La plupart de leurs embarcations ont été incendiées.

Selon l'institution militaire, 135 pêcheurs haïtiens ont été interceptés dans les eaux territoriales dominicaines, au cours des derniers mois.

- Le **25 novembre**, l'Assemblée générale des *Nations Unies* a approuvé l'attribution de fonds supplémentaires à la MINUSTAH pour l'exercice fiscal 2005/2006 qui s'achève le 30 juin prochain. Il s'agit d'une rallonge de 46,41 millions \$. La MINUSTAH disposait déjà d'un budget de 494,89 millions. Selon l'ONU, ces fonds supplémentaires sont liés à l'augmentation temporaire des troupes pendant la période électorale.

- À l'approche de la Journée internationale du SIDA (1^{er} décembre), l'organisme *Médecins du monde/Canada* a lancé, le **27 novembre**, une campagne de financement pour soutenir différents projets de prévention et de traitement de cette maladie dans cinq pays dont Haïti.

- Au terme d'une mission de 12 jours en Haïti, l'expert onusien des droits de l'homme, Louis Joinet, a déclaré le **28 novembre**, « avoir noté des progrès dans le respect des droits humains en Haïti » mais a estimé « que beaucoup reste à faire ». Il s'est dit par ailleurs particulièrement concerné par une augmentation et une aggravation de la violence à l'égard des femmes. « 85% des violations des droits humains en Haïti concerne des femmes dont 47% d'agressions sexuelles exercées sur des mineurs » a relevé le juriste Joinet. Il a noté également un accroissement des viols collectifs pratiqués par des gangs armés, parfois contre des familles entières.

- Devant le Conseil permanent de l'OÉA à Washington, le Premier ministre Gérard Latortue a annoncé le **2 décembre** qu'il démissionnerait de ses fonctions le 7 février. « Le 7 février, je donnerai ma démission » et le gouvernement de transition ne gèrera plus que les « affaires courantes » jusqu'à la passation de pouvoirs au nouvel exécutif le 24 février, a-t-il dit lors de la réunion de l'OÉA consacrée à Haïti.

- Le **10 décembre**, le chef de la diplomatie tchèque, Cyril Svoboda a annoncé la libération de Roman Musil, un missionnaire catholique enlevé récemment dans le Nord-Est d'Haïti. Il était membre de la congrégation tchèque de *l'Ordre de Marie*.

- Dans un rapport publié le **10 décembre**, la *Commission dominicaine des droits humains* réclame une enquête sur les cas d'assassinats d'au moins dix Haïtiens survenus dans le Nord de la République dominicaine.

- Une délégation du gouvernement brésilien a séjourné en Haïti du **12 au 17**

décembre, dans le cadre d'une « mission d'assistance humanitaire ». La mission a séjourné à Port-au-Prince et à Hinche. Elle a animé des ateliers sur le réseau d'approvisionnement de différents projets alimentaires. Des membres du *Mouvement des Sans Terre*(MST) participaient à cette délégation.

- La *Commission européenne* en Haïti a présenté, le **14 décembre**, la *Mission d'observation électorale* de l'*Union européenne* (MOE), chargée d'observer les prochaines élections en Haïti. L'*Union européenne* invitée par les autorités haïtiennes prévoit déployer 28 observateurs à long terme et 40 autres à court terme sur l'ensemble du territoire haïtien. Le chef de la mission, le belge Johan Van Hecke, a précisé que la MOE resterait sur place jusqu'à la fin du processus électoral.

M. Johan Van Hecke s'est dit préoccupé par les faiblesses du processus électoral dont le « retard dans la distribution des

cartes aux électeurs » et « le manque de moyens logistiques dans les bureaux électoraux décentralisés ».

- Le même jour, les garde-côtes américains ont procédé au rapatriement de 311 immigrants illégaux haïtiens à Bizoton. Ces immigrants tentaient de se rendre en Floride.
- Le **15 décembre**, Louise Arbour, le haut-commissaire des *Nations Unies* aux droits de l'homme, a exprimé son inquiétude au sujet de la mise à la retraite de cinq juges de la *Cour de cassation* en Haïti à la suite d'un arrêté présidentiel du gouvernement provisoire haïtien. « L'examen des faits incite à considérer qu'à défaut de preuves contraires non produites à ce jour, les autorités haïtiennes semblent avoir porté atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire », a-t-elle estimé.

N.B. À noter que les agences d'information [*Agence France Presse* (AFP), *Agence haïtienne de presse* (AHP), *AlterPresse*, *Presse canadienne* (PC) et *Reuters*] et les rapports de l'*ONU* et d'organisations non gouvernementales haïtiennes et internationales ont été nos principales sources d'informations pour le survol rapide des derniers événements.